



Économie rurale

Agricultures, alimentations, territoires

333 | janvier-février 2013
333

Introduction - La réduction des pesticides agricoles. Enjeux, modalités et conséquences

Marc Guérin



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/3788>

DOI : 10.4000/economierurale.3788

ISSN : 2105-2581

Éditeur

Société Française d'Économie Rurale (SFER)

Édition imprimée

Date de publication : 15 février 2013

Pagination : 7-9

ISSN : 0013-0559

Référence électronique

Marc Guérin, « Introduction - La réduction des pesticides agricoles. Enjeux, modalités et conséquences », *Économie rurale* [En ligne], 333 | janvier-février 2013, mis en ligne le 15 février 2013, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/3788> ; DOI : 10.4000/economierurale.3788

INTRODUCTION

La réduction des pesticides agricoles *Enjeux, modalités et conséquences*

Un temps focalisées sur les pollutions azotées, l'opinion et les politiques publiques se sont plus tardivement intéressées à l'usage agricole des pesticides. Celui-ci représente pourtant 90 % des pesticides commercialisés chaque année en France et engendre plus de 60 % des pollutions des eaux de surface.

Depuis 2007, la réduction de l'emploi des pesticides est inscrite à l'agenda politique. L'objectif étant fixé, le cœur du débat se déplace sur l'ampleur de la diminution, ses modalités individuelles et collectives de mise en pratique, ses incidences économiques, sociales et environnementales.

En plus des importants enjeux agricoles et du débat agriculture et société, la question de la réduction des pesticides prend une dimension socio-sanitaire beaucoup plus globale.

Dans ce contexte, où les connaissances sont loin d'être stabilisées et les besoins de confrontation des analyses scientifiques et points de vue d'acteurs sont cruciaux pour enrichir le débat public, la *Société française d'économie rurale* (SFER) a organisé à Lyon, en février 2010, un colloque scientifique national mettant en discussion des résultats de recherche en sciences sociales. Largement ouvert aux opérateurs économiques et administratifs comme aux partenaires sociaux – notamment les associations environnementalistes –, ce colloque a réuni plus de 120 participants et l'essentiel de la communauté scientifique des sciences humaines œuvrant dans le domaine et issus des rangs de l'Inra, d'Irstea, de l'enseignement supérieur agronomique et de l'université.

Ce numéro spécial de la revue *Économie rurale* valorise les travaux d'analyse économique et sociologique, associés parfois à des analyses agronomiques, présentés qui sont issus des différents programmes de recherche, tout particulièrement *Ecophypo 2018*, mais aussi des projets européens ou suscités par des agences de l'eau ou encore par les conseils régionaux.

Les différents articles proposés permettent de documenter plusieurs aspects fondamentaux de la problématique pesticides en France relatifs à leur contexte et à leurs conditions de mise en vigueur comme à l'évaluation de leur efficacité.

- Tout d'abord il s'agit de préciser sous l'angle social et économique le contexte agricole français dans lequel intervient l'injonction de réduction de l'utilisation des pesticides. Quel est le degré d'hétérogénéité du milieu auquel l'objectif de diminuer de moitié le volume de pesticides est appliqué ? L'analyse sociologique du cas des viticulteurs et techniciens viticoles du Languedoc-Roussillon, présentée par **Christian Nicourt** et **Jean-Max Girault**, illustre comment dans leur pratique quotidienne les utilisateurs de pesticides vivent l'exposition sanitaire qu'ils ne peuvent pas exclure et l'intègrent dans leur éthique professionnelle. Ils évoquent notamment comment les

INTRODUCTION

clivages de statuts (salariés *versus* travailleurs indépendants), de genres, de conditions socio-économiques différencient des comportements souvent éloignés des normalités sanitaires établies.

- Les travaux économétriques proposés par **Dominique Desbois, Jean-Pierre Butault et Yves Surry** analysent le niveau et la dispersion des coûts de production en phytosanitaires des exploitations de grande culture de l'ensemble de la France, grâce à la méthode des estimations quantiles. Ils soulignent l'existence de clivage entre les bassins de production méridionaux et septentrionaux, les types de spécialisations céréalières, oléagineux et protéagineux, cultures industrielles. En revanche, ils ne trouvent pas de différences significatives dans les coûts de production en phytosanitaires entre les exploitations de moins de 150 ha et celles de 150 ha, ce qui suggère ainsi une absence d'économie d'échelle à ce niveau.

- De la nature des incidences économiques aux réponses techniques opérationnelles, que suppose la réduction de pesticides, dépend fortement la possibilité d'enclencher une véritable dynamique de changement. À une échelle purement microéconomique, **Odile Bourgain et Jean-Marc Llorens** montrent que la modulation des fongicides qui s'inscrit dans la logique des pratiques de l'agriculture de précision n'est pas rentable si l'on considère uniquement un groupe de culture comme les céréales. Elle peut l'être si la modulation est envisagée à l'échelle de l'exploitation et concerne conjointement fertilisants et pesticides.

- Une dimension essentielle de la dynamique de changement de pratiques réside dans l'adaptation des diverses formes d'incitation utilisées aux objectifs de réduction de l'usage des pesticides agricoles et aux pratiques des agriculteurs. **Aurélié Roussary, Didier Busca, Denis Salles et al.** proposent une analyse pluridisciplinaire économique, sociologique et agronomique de la diffusion des pratiques phytosanitaires améliorées à partir de l'observation d'une expérimentation régionale qui a précédé la mise en place du plan *Ecophyto 2018*. Ils en soulignent les nombreuses limites et indiquent également que la normalisation par le marché et la pression sociale tendent à gagner en légitimité auprès des agriculteurs.

- L'analyse des conditions de changement de pratiques conduit à mettre l'accent sur les formes de mise en œuvre spécifiques comme la territorialisation et le rôle du conseil agricole. **Anne Gassiat et Frédéric Zahm** ont étudié la territorialisation à travers l'instauration à mi-parcours des MAE territorialisées à « enjeu eau » dans trois régions du Sud-Ouest. Ils montrent la pertinence des périmètres ciblés et la difficulté d'enclencher une contractualisation sur les mesures les plus exigeantes.

- **Geneviève Nguyen, Jean-Pierre Del Corso, Charilaos Kephaliacos et Henri Tavernier** insistent sur le rôle de conseil que peuvent jouer notamment les coopératives dans les changements de pratiques. C'est en agissant sur la réduction de différentes formes d'incertitudes dont les auteurs dressent une typologie, par l'information et l'apprentissage collectif que les organismes de conseil favorisent des coordinations favorables aux changements.

- L'accompagnement des politiques publiques demande également des dispositifs d'évaluation *ex ante* et *ex post* qui puissent rendre compte à des échelles intermédiaires, comme le bassin versant, de l'efficacité des mesures instillées. **Jean-Marie Lescot, Paul Bordenave, Odile Leccia et Kevin Petit** présentent un outil qui, en faisant appel notamment à la programmation linéaire et à la modélisation des débits et des transferts de pesticides, permet de simuler les effets de différents scénarios de gestion : modifications de rotation, inter-cultures et insertion de bandes enherbées. Les auteurs montrent que les ratios coûts efficacité obtenus dépendent à la fois des mesures et de leurs territoires d'application. Ils suggèrent que le système d'incitation impliquant une combinaison de subventions et de taxes soit modulé selon le périmètre d'application.

*

* *

Dans l'ensemble, ces analyses soulignent à la fois les inerties sociotechniques et les conditions à réunir pour enclencher une véritable dynamique de réduction des pesticides. Une partie des approches présentées suggère que si la territorialisation de l'action publique et la combinaison des diverses formes d'incitation sont pertinentes, l'articulation de leur mise en œuvre à différentes échelles locales, régionales et nationales est aussi indispensable que délicate. *In fine*, aucune d'entre elles ne vient infirmer que si les marges de progression sont possibles, la réduction de moitié de l'utilisation des pesticides suppose un changement assez radical des modes de production.

Marc Guérin

Département Territoires, Irstea, Antony